

NOTE DE RECHERCHE STRATEGIQUE N°1 – Janvier 2013

VERS UNE NOUVELLE ÉQUATION STRATÉGIQUE EN MÉDITERRANÉE

Pierre RAZOUX

Directeur de recherche chargé du pôle « Sécurité régionale » à l'IRSEM¹

Les bouleversements qui affectent le monde arabe en général et le bassin méditerranéen en particulier sont loin d'être terminés. Ils servent de catalyseurs à des changements structurels plus profonds. Ils dessinent une nouvelle lecture géopolitique qui engendre des risques, mais également des opportunités. Parce que les États-Unis interprètent le concept de démocratie de manière beaucoup plus libérale que les Européens, privilégiant la liberté d'entreprise et le libre-échange (démocratie économique), ils sont mieux préparés à s'adapter à cette nouvelle donne. Si les Européens restent sur leur ancienne grille de lecture, le fossé entre les deux rives de la Méditerranée risque de se creuser au profit d'autres puissances, comme la Turquie et la Chine. Les Européens doivent désormais faire preuve de pragmatisme et se doter d'une vision et d'une stratégie concertée vis-à-vis de cette région clé. A terme, le monde arabe pourrait se structurer en deux blocs.

Sommaire :

1] Les termes qui ont changé.....	2
2] Les termes qui pourraient changer.....	6
3] Les conséquences possibles.....	7
Pour aller plus loin.....	11

Force est de constater l'apparition d'une nouvelle équation stratégique en Méditerranée, à l'heure où la guerre civile ravage la Syrie, où des pays arabes s'enfoncent dans l'instabilité ou craignent la contagion de la révolte, où le blocage du dossier israélo-palestinien laisse craindre une nouvelle flambée de violence, où l'hypothèse d'une confrontation armée entre Israël et l'Iran ne saurait être écartée, où l'évolution de la zone sahélo-saharienne est

¹ L'auteur s'exprime à titre personnel. Ses propos ne sauraient engager ni l'IRSEM, ni le ministère de la Défense.

inquiétante et où l'Europe, inquiète, s'interroge sur ses relations avec les pays de la rive sud. Dans ce tableau plutôt sombre, des éléments d'optimisme laissent entrevoir une lueur d'espoir, à condition que la raison et le pragmatisme l'emportent. La Méditerranée conserve en effet une triple vocation de référent interculturel, d'espace d'échange et de voie de communication. Comme dans toute équation, certains facteurs ont varié, tandis que de nouvelles inconnues sont apparues. Ces changements entraînent des conséquences de long terme auxquelles les Européens devront s'adapter s'ils veulent continuer à peser en Méditerranée, à l'heure où 30 % du commerce maritime global et 25 % du trafic mondial d'hydrocarbures transitent par cette mer².

1] Les termes qui ont changé

La crise financière et économique qui affecte gravement l'Europe

Cette crise structurelle polymorphe oblige les États européens à focaliser leur attention sur leur propre stabilité budgétaire et leur stratégie de développement économique, réduisant ainsi leur vision et leurs ambitions à l'égard de leur environnement proche. Les politiques de partenariat ont été les premières à en souffrir. Ce repli sur soi est interprété comme un signe d'égoïsme et de désintérêt des pays membres du club européen vis-à-vis des autres États du pourtour méditerranéen (y compris balkaniques). Il nourrit la montée des populismes sur la rive nord de la Méditerranée, réduit la manne financière de l'UE et incite les pays de la rive sud à diversifier leurs partenariats bien au-delà de la zone européenne.

Le vent de révolte dans le monde arabe

Les événements du monde arabe ont provoqué la chute de plusieurs interlocuteurs privilégiés des Occidentaux, en affaiblissant d'autres. Ce vent de révoltes semble loin d'être achevé. Nourri par une aspiration très forte à davantage de justice sociale, de liberté et de dignité, il suscite aujourd'hui espoirs et craintes. Si certains considèrent que les nouveaux régimes cherchent à renouer avec les promesses des Lumières arabes (au XIX^e siècle) et à améliorer la situation socio-économique d'une population majoritairement jeune (moins de 25 ans), d'autres craignent que ne prévale un « hiver islamiste » qui aboutirait à une régression des droits fondamentaux, pénalisant tout particulièrement les intellectuels progressistes et les femmes. Il convient d'éviter toute généralisation hâtive, car chaque pays arabe a sa propre spécificité et sa propre histoire.

La Tunisie constitue un laboratoire crucial pour l'avenir de ce processus démocratique. C'est de là qu'est partie la révolte. C'est le pays arabe disposant de la société civile la plus avancée (notamment en matière de droits des femmes), d'une classe moyenne très éduquée, d'un tissu associatif développé et d'institutions étatiques solidement enracinées. Tous les regards de ceux qui espèrent ou craignent le succès de l'expérience démocratique sont donc braqués sur Tunis, où les clivages entre islamistes et progressistes s'accroissent, témoignant de la vivacité du jeu démocratique.

² Source : Pierre Vallaud, *Atlas géostratégique de la Méditerranée contemporaine*, L'Archipel, 2012.

En Égypte, le président Morsi, issu de la mouvance des Frères musulmans, a pour l'heure réussi à s'imposer face à l'armée après son élection démocratique en juin 2012. Il doit néanmoins toujours compter avec une institution militaire incontournable qui a su négocier une alliance d'intérêts avec les Frères musulmans. Il lui faut concilier les intérêts radicalement divergents des salafistes, des chrétiens coptes, des libéraux et des militaires, en relançant une économie moribonde, en faisant face au surendettement et en réaffirmant l'autorité de l'État sur la péninsule du Sinaï. Le processus démocratique est donc loin d'être achevé et le pays pourrait connaître de nouveaux bouleversements. L'évolution de ce processus est d'autant plus importante que l'Égypte demeure un pays phare du monde arabe.

Au Yémen, Ali Abdallah Saleh a abandonné le pouvoir, mais pour le confier à son vice-président, montrant les limites du soulèvement et laissant perdurer le chaos dans le pays. En Libye, le gouvernement islamo-conservateur issu des élections du 7 juillet 2012 peine à désarmer les milices et instaurer une structure étatique unifiée. L'intervention de l'OTAN a permis de mettre un terme à la dictature de Kadhafi, mais ses conséquences perturbent l'ensemble de la zone sahélo-saharienne, tout particulièrement au Mali. Au Maroc, une nouvelle Constitution et des législatives anticipées ont permis au roi Mohammed VI de désamorcer une crise sociale et politique qui pourrait se manifester à nouveau si les réformes structurelles promises ne sont pas entreprises pour enrayer une situation économique très préoccupante. Le succès de telles réformes auraient un impact pédagogique très positif sur les autres États arabes, car il démontrerait qu'un processus de démocratisation est possible de manière négociée, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une révolution violente.

A l'autre extrémité du monde arabe, le sultan Qabous d'Oman a désamorcé la crise naissante en puisant dans ses réserves pour acheter la paix sociale, sans pour autant répondre aux aspirations profondes de son peuple. Son trône reste d'autant plus fragile qu'il n'a aucun successeur désigné. Les autres monarchies du Golfe ne sont pas non plus immunisées contre ce vent de révolte. L'Arabie saoudite, inquiète, a pris très tôt la tête d'un mouvement contre-révolutionnaire en intervenant à Bahreïn (février 2011) afin d'aider Hamad bin Issa al-Khalifa à rétablir son autorité sur son royaume de plus en plus fragmenté. Récemment, les décès des princes héritiers Sultan et Nayef ont rappelé aux autorités saoudiennes l'urgence d'une réforme des institutions dans un royaume en proie à l'âge de ses dirigeants, où les malaises persistent. Le Koweït connaît lui aussi une paralysie de ses institutions, instrumentalisée par une frange islamiste de plus en plus influente. De leur côté, le Qatar et les Émirats Arabes Unis, peu peuplés, se considèrent plus à l'abri car ils s'adossent à d'exceptionnelles richesses. Leur abondante main d'œuvre étrangère semble exclure pour l'instant tout mouvement social d'ancrage national.

L'effet déstabilisant des crises irakienne et syrienne

La situation chaotique qui prévaut en Irak ne résulte pas du « Printemps arabe », mais elle impacte négativement la stabilité de la région et alimente les foyers de tensions dans les pays voisins, tout particulièrement en Syrie où la guerre civile qui fait rage depuis mars 2011

s'inscrit désormais au cœur de rivalités interétatiques s'appuyant à la fois sur des logiques d'influences religieuses et géopolitiques. Les monarchies du Golfe, qui ne peuvent plus compter sur l'Irak pour contenir la pression idéologique du régime iranien, considèrent désormais la Syrie comme le nouveau champ de bataille qui doit leur permettre de contenir la pression chiite en direction du monde arabe. De son côté, en soutenant le pouvoir syrien, l'Iran cherche à faire diversion et à gagner du temps dans la crise qui l'oppose à la communauté internationale par rapport à son programme nucléaire³. Quelle que soit l'évolution de la crise syrienne (enlèvement ou renversement du régime), celle-ci paraît néfaste à la stabilité du Liban qui apparaît déjà comme la victime collatérale de la crise, comme en témoignent les affrontements communautaristes dans la région de Tripoli. L'arsenal chimique et balistique dont dispose encore le clan Assad inquiète non seulement ses voisins, mais aussi Russes et Occidentaux.

De nouveaux rapports de force au sein du monde arabe

Les trois pays traditionnellement les plus influents du Moyen-Orient arabe (Égypte, Syrie et Irak) sont aujourd'hui isolés ou marginalisés. L'Égypte du président Morsi tente bien un retour sur le front diplomatique, notamment sur les dossiers palestinien et syrien, mais il lui faut d'abord stabiliser sa situation intérieure, tant sur le plan politique que sur le plan économique. Cet état de fait laisse le champ libre à certaines monarchies du Golfe pour tenter d'imposer leur leadership et occuper ainsi l'espace laissé vacant. Le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui disposent tous trois d'importants moyens financiers, se montrent très actifs pour tenter de faire prévaloir leurs intérêts qui peuvent parfois converger (notamment en Syrie et au Bahreïn), mais qui peuvent également diverger (comme au Maghreb, en Égypte, en Jordanie et dans les territoires palestiniens)⁴. Cette nouvelle donne est d'autant plus mal vécue par les populations d'Afrique du Nord et du Levant que les pétromonarchies du Golfe, qui ne représentent que 13 % de la population arabe, rassemblent près de la moitié de sa richesse globale, grâce à leurs ressources énergétiques et leurs fonds souverains d'investissement⁵. Ce déséquilibre est accentué par le choc démographique qui déstabilise chaque jour davantage les États arabes les plus peuplés, qui sont généralement les plus pauvres (Égypte, Yémen et Maroc). Cette frustration croissante crée un espace de manœuvre conséquent pour les deux puissances régionales musulmanes non-arabes que sont la Turquie et l'Iran.

L'extension des zones de non-droit

La chute des régimes autocratiques tunisien, égyptien et libyen a restreint l'autorité de l'Etat dans la zone sahélo-saharienne (notamment au Mali, au Niger et dans le grand sud libyen) qui sert aujourd'hui de refuge aux groupuscules se réclamant d'Al Qaïda au Maghreb

³ Lors d'une conférence consacrée à la crise syrienne par l'IFRI, le 28 novembre 2012, plusieurs experts ont indiqué que l'Iran avait financé le régime syrien à hauteur de 10 milliards de dollars depuis le déclenchement de la guerre civile.

⁴ Le Qatar et les EAU ont tendance à soutenir la mouvance des Frères musulmans, là où l'Arabie saoudite, plus divisée, apporte également son soutien à la mouvance salafiste.

⁵ Source : Revue *Moyen-Orient* n° 15, juillet-septembre 2012.

islamique (AQMI), qui prospèrent grâce aux trafics d'armes, de drogues et de migrants illégaux dont ils assurent la « protection » et bien souvent l'acheminement. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il s'est considérablement amplifié. C'est en revanche une nouveauté dans la péninsule du Sinaï où le pouvoir égyptien n'est pas en mesure de mettre un terme à l'activisme des tribus bédouines qui s'en prennent aux installations gazières, à la présence de djihadistes qui attaquent régulièrement le territoire israélien et aux trafics qui alimentent (notamment en armes) la bande de Gaza et les acteurs illégaux en Israël. La situation a dégénéré à tel point que les autorités israéliennes n'hésitent plus à brandir le spectre d'une « somalisation » du Sinaï⁶. La situation s'est également dégradée sur le plateau du Golan où des combattants salafistes ont profité de l'affaiblissement de la mainmise syrienne pour tenter de pénétrer en Israël. La situation est également préoccupante au sud de l'Égypte où de nombreuses bourgades se sont érigées en bastions défendus par leurs propres milices pour repousser pillards et djihadistes. Plus ces zones de non-droit s'étendront, plus les trafics, le terrorisme et le radicalisme trouveront un terreau favorable pour prospérer.

De nouveaux enjeux gaziers en Méditerranée orientale

La découverte récente d'importants gisements gaziers offshore au sud-est de Chypre suscite les convoitises de tous les pays riverains : Chypre, la Turquie, la Syrie, le Liban, Israël, l'Autorité palestinienne et l'Égypte. Les deux gisements revendiqués par Israël (Tamar et Leviathan) s'élèveraient à eux seuls à près de 700 milliards de mètres cubes de gaz naturel, laissant entrevoir à moyen terme l'indépendance énergétique d'Israël⁷. L'exploitation de cette ressource inespérée offre aux États riverains l'opportunité de s'asseoir autour d'une table pour se la partager en mettant de côté leurs différends. C'est l'option choisie par les Norvégiens et les Russes en Mer de Barents, et par les Qataris et les Iraniens dans le Golfe arabo-persique. Il ne semble malheureusement pas que ce soit la voie retenue par Israël, la Turquie, le Liban et l'Égypte qui se sont empressés d'en revendiquer le contrôle, annonçant leur intention d'y déployer leur marine de guerre ou leurs navires de prospection pour y faire valoir leur souveraineté.

Une approche américaine plus prudente et pragmatique qui s'appuie davantage sur l'Europe et la Turquie

Que ce soit hier en Libye, ou aujourd'hui en Syrie, le message de l'administration américaine semble clair : en Méditerranée, les Européens doivent assumer leurs responsabilités et s'assurer de la stabilisation de leur environnement proche, en étroite concertation avec les acteurs régionaux les plus influents, notamment la Turquie⁸. L'influence régionale de cette dernière ne cesse de croître auprès des opinions arabes, même si le « modèle turc » a souffert de la mise à l'écart de la politique de bon voisinage longtemps prônée par le gouvernement islamo-conservateur du Premier ministre Erdogan, chef de file de l'AKP. Dans

⁶ Entretiens de l'auteur avec des responsables sécuritaires israéliens à Tel-Aviv et Jérusalem, juillet 2012.

⁷ Agence de presse *Guysen Israel News*, 5 décembre 2012.

⁸ Joshua Walker, « The Missing Transatlantic Link : Trilateral Cooperation in the Post-Ottoman Space », GMF Publication, 17 mai 2012 ; Dorothee Schmid, « La Turquie, alliée de toujours des États-Unis et nouveau challenger », *Politique étrangère* n° 3 :2011, IFRI, pp. 587-599.

cette nouvelle configuration, les États-Unis n'entendent intervenir qu'en cas d'absolue nécessité, si leurs intérêts stratégiques (libre circulation maritime, fermeture du canal de Suez, survie d'Israël) se trouvaient soudainement menacés.

2] Les termes qui pourraient changer

Le basculement de nouveaux États arabes dans le processus révolutionnaire

Tous les États arabes ont été affectés, peu ou prou, par la contestation populaire et aucun d'entre eux n'est immunisé contre un processus révolutionnaire nourri de frustrations dont rien n'indique qu'elles vont diminuer. L'effondrement du régime syrien et l'arrivée au pouvoir d'une coalition dominée par des islamistes risquerait d'affaiblir un peu plus la Jordanie, mais aussi l'Autorité palestinienne. Le roi Abdallah pourrait alors être obligé d'associer au pouvoir la branche jordanienne des Frères musulmans, modifiant par là même les fragiles équilibres entre les tribus bédouines, les minorités et une population urbaine majoritairement palestinienne. Un tel développement pourrait inciter la population palestinienne des territoires occupés, prise entre les limites de la gouvernance des dirigeants palestiniens et l'intransigeance des autorités israéliennes, à redescendre dans la rue à l'occasion d'un incident dégénérant en escalade incontrôlée.

La menace de déstabilisation de l'Algérie ne doit pas non plus être sous-estimée. Le régime a annoncé des réformes et a tenté d'acheter la paix sociale grâce à ses revenus pétroliers substantiels. La population reste par ailleurs calme, traumatisée par le souvenir de la guerre civile qui a ensanglanté le pays au début des années 1990 et la jeunesse, largement démotivée, dit se désintéresser de la vie politique. Les ingrédients pour une remise en cause du système politique sont pourtant présents aujourd'hui. La mouvance islamiste, influente, n'a pas accepté d'être mise à l'écart du jeu politique lors des élections législatives du printemps 2012. Malgré les déclarations du président Bouteflika, la situation reste volatile et l'Armée algérienne, pilier du régime, pourrait se retrouver dans une situation comparable à celle de l'armée égyptienne. Le peuple algérien, qui s'est toujours considéré à l'avant-garde du combat social et révolutionnaire, pourrait ne pas rester indéfiniment imperméable à l'impact de la crise arabe et à la contagion des pays qui ont réussi à mettre à bas leur régime autocratique.

La marginalisation de la Russie qui semble jouer son « va-tout » en Syrie

En s'étant impliquée à l'extrême dans la défense du régime syrien, la Russie court le risque de se voir marginalisée en Méditerranée lorsque Bachar el-Assad tombera. Il est peu probable que les États arabes oublient son engagement au côté du régime syrien, tout comme son soutien sans faille à l'Iran et ses réticences à soutenir les révolutions tunisienne, égyptienne et libyenne. Seul le régime algérien pourrait lui trouver encore un certain crédit, ne serait-ce que parce que la Russie lui fournit une partie importante de son armement et parce qu'Alger et Moscou ont des intérêts énergétiques communs dans le domaine du gaz naturel. De son côté, le pouvoir russe estime pouvoir compter sur d'autres relais en

Méditerranée : Israël (où 20% de la population juive est russophone), Chypre (où la Russie reste le premier investisseur) et, dans une moindre mesure, la Grèce (par solidarité orthodoxe) et l'Italie (liée à la Russie par d'importants partenariats énergétiques). Quelle que soit l'issue de la crise syrienne, Vladimir Poutine estime sans doute que la Russie a revigoré sa posture internationale en s'affichant comme un interlocuteur incontournable, mais aussi en démontrant son pouvoir de nuisance et sa solidarité sans faille vis-à-vis des régimes autoritaires. Dans la rivalité qui l'oppose à Pékin, Moscou semble donc avoir choisi la rive nord du bassin méditerranéen, laissant la Chine s'étendre au sud⁹.

L'évolution des interactions entre la Turquie, Israël et l'Iran

Les trois acteurs régionaux les plus influents ne sont pas arabes puisqu'il s'agit de la Turquie, d'Israël et de l'Iran. Chacun de ces trois États aurait, dans l'absolu, un intérêt objectif à s'entendre avec les deux autres pour créer un front commun face à un monde arabe dont ils se méfient toujours. C'est la situation qui prévalait avant l'avènement de la République islamique en Iran, et qui s'était perpétuée, sous des formes plus compliquées, jusqu'au début des années 2000. L'élection de Mahmoud Amadinejad en Iran et l'avènement d'un pouvoir islamo-conservateur en Turquie ont brouillé les cartes et modifié les équilibres. Aujourd'hui, les relations entre la Turquie et l'Iran sont très tendues, les relations entre la Turquie et Israël sont quasi-inexistantes et les relations entre Israël et l'Iran sont conflictuelles. De l'avenir de ce système instable pourrait dépendre, ou non, la survenance de conflits impliquant l'un ou/et l'autre de ces acteurs. L'évolution géopolitique de la région suivra en effet un cours très différent selon qu'Israël et l'Iran s'affronteront militairement, ou selon qu'Israël, la Turquie et l'Iran trouveront un terrain d'entente.

3] Les conséquences possibles

Une vision plus sécuritaire et utilitariste de la Méditerranée qui profite à la Turquie

Compte tenu des incertitudes qui caractérisent l'avenir des pays sud-méditerranéens, aussi bien sur les plans politique et sécuritaire que sur les plans économique et identitaire, il paraît évident que la Méditerranée est perçue par une majorité de ses riverains davantage comme une barrière et un axe de transit, que comme un espace d'échanges et un référent interculturel. Preuve tangible, le tourisme s'est réfugié au nord, délaissant la rive sud jugée instable. La Turquie en est la première bénéficiaire, qui peut ainsi renforcer son rôle de « pont naturel » entre les deux rives de la Méditerranée.

⁹ *Les BRIC dans l'espace euro-méditerranéen : Enjeux et conséquences*. Mélanges de la Fondation Méditerranéenne d'Etudes Stratégiques, Les Presses du Midi, décembre 2012 ; Confer également l'analyse d'Irina Zvyagelskaya : « Beyond the Arab Spring – Russia's Security Interests in the Middle East », Note de l'IFRI, juin 2012.

L'exacerbation des tensions

Les risques d'extension de la guerre civile syrienne à un ou plusieurs États voisins sont réels. De même, un conflit militaire reste toujours possible entre Israël et l'Iran, Israël et le Liban, voire même entre Israël et la Jordanie si celle-ci basculait dans le chaos. Même si l'hypothèse d'un affrontement armé entre Israël et l'Égypte reste hautement improbable, la recrudescence de tensions et d'incidents frontaliers entre les deux pays paraît crédible. C'est toutefois entre Israéliens et Palestiniens que les risques de confrontation sont les plus probables. Les raisons en sont multiples : blocage persistant du processus de paix ; absence de leadership et de courage politique de part et d'autre ; discours populistes favorisant la poussée des extrémistes ; accroissement constant des frustrations palestiniennes, aggravées par la dégradation de la situation socio-économique locale ; « exemplarité » du printemps arabe ; rapport de forces plus favorable au Hamas (soutenu désormais par l'Égypte, le Qatar et la Turquie) qui étend son emprise en Cisjordanie. Tous ces facteurs concourent à rendre crédible l'éventualité d'une troisième Intifada, planifiée ou non¹⁰. Les dirigeants Israéliens semblent aujourd'hui s'y résigner. Ils disent avoir accepté l'idée d'une solution à deux États, mais ils sont incapables de répondre à une question clé : avec quel responsable politique palestinien réellement représentatif négocier le statut définitif de la Palestine ? C'est l'une des raisons pour laquelle ils n'ont pas repris le contrôle de la bande de Gaza lors de la récente opération « Pilier de Défense », ne sachant pas à qui remettre ensuite les clés de Gaza. Intuitivement, ils comprennent qu'il leur faudra traiter avec le Hamas, mais s'y refusent pour l'instant. Peut-être espèrent-ils qu'une nouvelle confrontation armée permettra l'émergence d'un leader palestinien incontesté, tout en leur permettant de faire pression sur lui par la force ?

Un dialogue politique plus difficile

La chute d'interlocuteurs privilégiés, la montée des populismes et la radicalisation des discours rendront plus difficile le dialogue politique, la négociation diplomatique et la coopération militaro-économique entre les deux rives de la Méditerranée. Les Européens doivent s'y préparer et affuter leurs arguments afin de répondre de manière plus adaptée aux attentes de leurs partenaires méditerranéens, tout en réduisant les incompréhensions réciproques. Les Occidentaux doivent accepter l'idée que les nouveaux régimes arabes puissent formuler des politiques étrangères réellement indépendantes, quitte à ce que celles-ci aillent ponctuellement à l'encontre de leurs intérêts. Pendant longtemps, pouvoirs arabes et occidentaux ont opposé islamisme et nationalisme, privilégiant l'un pour mieux combattre l'autre. Il est probable qu'il leur faille désormais s'accommoder des deux.

¹⁰ Comme en témoignent les déclarations (17 décembre 2012) de plusieurs députés israéliens (notamment Zahava Galon) considérant que la relance de la colonisation par le gouvernement Netanyahu porte en elle les ferments d'une troisième Intifada, mais aussi les résultats d'un sondage réalisé début décembre 2012 par l'*Arab World Research and Development* démontrant que 88 % des Palestiniens considèrent que la lutte armée reste le meilleur moyen d'obtenir, sur le terrain, l'indépendance palestinienne acquise par Mahmoud Abbas à l'Assemblée générale des Nations unies.

L'instauration possible d'un continuum de gouvernements islamiques du détroit de Gibraltar au détroit des Dardanelles

La volonté de démocratisation entraîne une progression spectaculaire de la mouvance islamique, majoritaire et bien organisée dans la plupart des pays arabes, alors que l'opposition libérale y est fragmentée. A moyen terme, il est probable que des gouvernements islamiques se retrouvent aux commandes (ou étroitement associés) de l'ensemble des pays arabes de la rive sud de la Méditerranée, à l'exception du Liban¹¹. C'est déjà le cas du Maroc, de la Tunisie, de la Libye et de l'Égypte qui peuvent s'adosser à la Turquie dominée par l'AKP. Il en faut désormais peu pour que cela ne soit également le cas en Syrie (quand le régime actuel tombera), en Jordanie et au sein de l'Autorité palestinienne. Reste l'inconnue algérienne... Ce retour en force de l'islam politique ne saurait être interprété comme une résurrection du Califat, que certains brandissent comme un épouvantail. Chaque pays conserve en effet son indépendance et son agenda propre. La mouvance des Frères musulmans reste fragmentée et tiraillée par des intérêts divergents. Elle demeure plus un référentiel idéologique qu'un vecteur d'expansion politique.

Les États-Unis plus à l'aise que les Européens pour traiter avec les nouveaux gouvernements religieux

L'*establishment* américain n'est certes pas ravi de l'évolution en cours dans le monde arabe, comprenant qu'il perd des relais pour sa politique étrangère, mais il semble s'être fait une raison, comprenant qu'en agissant de manière pragmatique, il pourrait compenser cette perte d'influence diplomatique par un gain d'influence économique, voire politique. A rebours des Européens qui conçoivent la démocratie comme le respect de la laïcité, de l'égalité et des droits de l'homme, les Américains interprètent le concept de démocratie de manière beaucoup plus libérale, privilégiant la liberté d'entreprise et le libre-échange. Ils constatent que les Frères musulmans ou leurs alliés sont souvent des chefs d'entreprises acquis à la mondialisation, adeptes d'Internet (tout autant pour développer leurs affaires que pour véhiculer leurs messages politiques et religieux), favorisant les investissements étrangers et rejetant la corruption comme le dirigisme étatique. Ils soulignent leur bonne volonté dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Ils font également valoir que les fondations islamiques à vocation sociale sont privées, tout comme le sont les fondations caritatives chrétiennes américaines. Ils rappellent enfin que Washington pratique depuis longtemps les gouvernements des monarchies du Golfe, qui, à bien des égards, sont beaucoup plus « conservateurs » que ceux issus de la mouvance des Frères musulmans.

Le renforcement de l'influence chinoise

L'influence grandissante de la Chine est partout visible en Méditerranée où elle investit massivement dans les infrastructures portuaires et les flottes commerciales (notamment en Grèce), mais aussi dans les industries minières et le BTP. La Chine cherche également à nouer des partenariats énergétiques avec les pays de la rive sud producteurs de gaz et de

¹¹ Pierre Razoux, « Vers une révolution copernicienne en Afrique du Nord et au Moyen-Orient », *NDC Research Report*, Collège de Défense de l'OTAN, Rome, juin 2012.

pétrole. Sa stratégie reste toutefois essentiellement économique et ne s'ingère que très peu dans la dimension géopolitique régionale¹². Si le gouvernement chinois a soutenu le régime syrien, c'est en réaction à l'interprétation extensive de la Résolution 1973 des Nations unies, lors de l'intervention occidentale en Libye. Le message de Pékin est clair : le Conseil de sécurité ne doit pas être une chambre d'enregistrement des intérêts occidentaux et ne doit pas inciter les minorités ethniques à la rébellion. En Méditerranée et en Afrique du Nord, le principal souci des dirigeants chinois semble être de prendre des gages économiques et de se positionner face aux États-Unis¹³. Cette stratégie semble s'insérer dans une vision globale du monde qui consiste à renforcer les axes de communication est-ouest, voire à en créer de nouveaux entre les BRIC, de manière à faciliter les échanges entre l'Amérique Latine, l'Afrique et l'Asie.

Le développement de la coopération sud-sud, ouvrant la voie à un nouvel axe stratégique est-ouest destiné à faciliter les échanges entre les BRIC

La coexistence de gouvernements islamistes aux agendas compatibles devrait les pousser à coopérer davantage entre eux, afin de multiplier les projets conjoints de développements économique et humain, enrichissant à la fois les États et les individus. Jusqu'alors, les pays de la rive sud avaient pris l'habitude de structurer leurs relations selon un schéma nord-sud né de la logique coloniale qui avait fait cohabiter plusieurs strates verticales voisines (espagnole, française, italienne, britannique et turque). A leur indépendance, ces pays ont gardé des liens privilégiés avec l'ancienne puissance coloniale, ou bien y ont substitué de nouveaux liens avec d'autres puissances situées elles aussi au nord, qu'il s'agisse des États-Unis ou de l'Union soviétique¹⁴. Aujourd'hui, la mise en place progressive de pouvoirs islamistes vise à être plus en phase avec les populations locales respectives, réduisant par là même leurs frustrations. Elle vise encore à contribuer à la résolution de plusieurs différends, notamment au Sahara occidental¹⁵. Elle vise surtout à créer des emplois (un enjeu majeur pour les pays de la rive sud), à retenir les populations locales et à réduire ainsi le flux d'émigration vers l'Europe. Cette plus grande communauté d'intérêts pourrait instituer un nouvel axe de coopération sud-sud qui multiplierait les échanges commerciaux et faciliterait le transit est-ouest des matières premières et des biens de consommation, du Brésil vers la Chine et vice versa.

¹² Alice Ekman : « Le Maghreb vu de Chine – Perceptions et orientations au lendemain des printemps arabes », Note de l'IFRI, septembre 2012.

¹³ Comme l'IRSEM a pu s'en rendre compte en recevant récemment des délégations américaine et chinoise de haut niveau, Washington et Pékin sont prêts à s'entendre sur un partage des marchés et des zones d'influence en Afrique.

¹⁴ La tentative de Nasser d'établir un axe sud-sud structuré autour du nationalisme arabe s'est heurté très rapidement aux rivalités ancestrales, aux réseaux économiques et intellectuels mis en place pendant la période coloniale, au choc des idéologies et à la logique de la Guerre Froide.

¹⁵ Plusieurs responsables du PJD islamique marocain se disent convaincus de pouvoir trouver un terrain d'entente sur la question du Sahara occidental avec les partis islamiques algériens.

Un déplacement des frontières du bassin méditerranéen vers le sud, au niveau de la zone sahélo-saharienne, et vers l'est, jusqu'au rivage du Golfe

L'ensemble des développements précédents illustre l'élargissement de l'espace stratégique méditerranéen vers le sud et vers l'est, alors même qu'au nord, il se confond désormais avec l'Union européenne. Les nouvelles frontières géopolitiques du bassin méditerranéen ne passent plus par l'Atlas, la péninsule du Sinaï, le Jourdain et les sources de l'Euphrate. Elles s'étendent aujourd'hui jusqu'à la zone sahélo-saharienne et jusqu'au rivage du Golfe. Alors qu'hier, le monde arabe était scindé en trois grands sous-ensembles (Afrique du Nord, Proche-Orient et péninsule Arabique), il est probable que demain, il se limite à deux blocs revendiquant tous deux, haut et fort, leur appartenance à l'Islam : d'un côté, un bassin méditerranéen « progressiste » étendu à l'Irak et à la Jordanie, probablement tourné davantage vers la mondialisation ; de l'autre, une péninsule arabe « conservatrice » arcboutée sur ses privilèges et recroquevillée sur ses gisements d'hydrocarbures, dont les priorités consisteront à maintenir à distance l'Iran, mais aussi l'Irak, à préserver le système pétro-monarchique, à satisfaire la demande énergétique asiatique et à gérer l'épineux dossier yéménite qui n'en a pas fini d'inquiéter les monarques du Golfe.



Pour aller plus loin :

Pierre VERMEREN (sous la direction de), *Idées reçues sur le Monde arabe*, Le Cavalier Bleu, 479 p, 2012. Un excellent ouvrage collectif, certes conséquent et focalisé sur le Maghreb, qui dépasse de nombreuses idées reçues, qu'il s'agisse de la centralité de l'Égypte dans le Monde arabe, de l'attitude ambiguë des monarchies du Golfe face à la crise arabe, ou bien encore du lien entre religion et politique sur la rive sud de la Méditerranée.

Denis BAUCHARD, *Le nouveau monde arabe : enjeux et instabilités*, André Versaille, 272 p, 2012. Un essai de géopolitique rédigé par un ambassadeur chevronné aujourd'hui rattaché à l'IFRI, qui tire les premières conclusions de la crise du Monde arabe et qui ébauche ce que pourraient être les nouveaux rapports de force en Méditerranée et au Proche-Orient.

Frédéric CHARILLON et Alain DIECKHOFF (sous la direction de), *Afrique du Nord et Moyen-Orient – Printemps arabe : trajectoires variées, incertitudes persistantes*, Mondes émergents 2012-2013, La documentation française, 198 p, 2012. Dernier opus de ce « must » annuel consacré aux relations internationales en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, qui dresse un bilan contrasté de la crise du Monde arabe et s'intéresse tout particulièrement aux cas syrien, libyen et yéménite, de même qu'à l'incontournable dossier israélo-palestinien.

Revue *Les Champs de Mars* n° 23, *La place et le rôle des armées dans le monde arabe contemporain* (sous la direction de Flavien BOURRAT), La Documentation française, IRSEM, 171 p, 2012. Ce cahier collectif offre un panorama très intéressant des rôles politique et sociétal de l'institution militaire en Algérie, en Égypte, au Liban, en Syrie, en Irak et aux Emirats arabes unis. Il permet ainsi de mieux comprendre les différentes postures de ces armées face à la crise que traverse le Monde arabe.

Et aussi :

Pierre VALLAUD, *Atlas géostratégique de la Méditerranée contemporaine*, L'Archipel, 135 p, 2012.
Un ouvrage fourmillant de cartes détaillées et d'encarts utiles pour mieux comprendre la Méditerranée contemporaine à travers sa complexité, sa diversité et ses perspectives de développement économique, sociétal et politique.

Tancrède JOSSERAN, Florian LOUIS et Frédéric PICHON, *Géopolitique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*, Presses Universitaires de France, 188 p, 2012. Un ouvrage de référence, régulièrement réédité, qui analyse les principaux facteurs structurant cette vaste région et qui tente de déterminer les nouvelles lignes de force engendrées par la crise du Monde arabe.

Gilles CHENEVE, *Le réveil du monde arabe : douze scénarios d'avenir*, éditions du Cygne, 164 p, 2012. La réflexion d'un ancien professionnel du renseignement qui pratique l'analyse systémique du printemps arabe et de l'émergence de nouveaux rapports de force en Méditerranée à travers l'étude de scénarii à la qualité inégale. Si les dossiers israélo-palestiniens et maghrébins semblent maîtrisés et offrent au lecteur une réflexion aboutie, il n'en va pas de même pour d'autres dossiers présentés parfois de manière simpliste. Il n'en demeure pas moins que la méthodologie est intéressante et que l'auteur identifie six facteurs d'évolution très pertinents.

Ouvrages en anglais :

James GELVIN, *The Arab Uprisings: What everyone needs to know*, Oxford University Press, 2012, 208 p.

Roger OWEN, *The Rise and Fall of Arab Presidents for Life*, Harvard University Press, 2012, 272 p.

Fawas GERGES, *Obama and the Middle East: The End of America's Moment?* Palgrave Macmillan, 2012, 304 p.